Fukushima partout ! Arrêt immédiat sans condition et définitif du nucléaire !

Catastrophes nucléaires : ça n'arrive qu'aux autres... jusqu'à quand ?

Une nouvelle fois, le nucléaire a confirmé tragiquement qu'il était une industrie de la catastrophe et de la mort. Cette catastrophe, toujours en cours dans la centrale japonaise de Fukushima à l'heure où nous écrivons, vient rappeler de quoi est faite la logique productiviste sous-tendue par les choix économiques ayant présidés au développement de cette filière. Depuis des années, nous ne cessons de le répéter : par sa dangerosité évidente et la centralisation qu'il nécessite, par la culture du secret et de la sûreté qu'il fabrique, commercialise, banalise et généralise, par les modes de subordination qu'il implique, le nucléaire, loin d'être un simple choix technologique pour produire de l'électricité. Elle est partie intégrante des dispositifs de contrôle global des populations de la planète en même temps qu'un juteux secteur pour certaines des plus grandes multinationales, généralement très proches des appareils d'État, particulièrement en France.

Après qu'un séisme et un tsunami aient secoué le Japon le vendredi 11 mars, la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi a connu des défaillances sur ses circuits de refroidissement. Les tranches numéros 1, 2 et 3 de cette centrale, qui se sont mis en arrêt lors du séisme, ont connu de graves accidents au niveau des bâtiments réacteur. En effet l'absence de refroidissement du combustible a provoqué la fusion partielle du cœur, entraînant la formation de vapeur d'eau et de bulles d'hydrogène, qui ont alors provoqué des explosions. Par la suite, l'eau de la piscine des combustibles usés du réacteur n°4, qui n'est plus refroidie, se réchauffe fortement et entraîne une explosion de vapeur qui fera un trou énorme dans le bâtiment. L'apport régulier d'eau, pour refroidir coûte que coûte les cœurs des trois premiers réacteurs, produit de la vapeur qui s'échappe dans l'atmosphère emportant avec elle des radio-éléments et contamine les environs. La situation est « stationnaire » au moment où nous écrivons mais les problèmes sont loin d'être finis. Enfin signalons que l'accident a été classé au niveau 5 par les autorités japonaises, mais l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire) en France par exemple le classait au bout de quelques jours déjà au niveau 6.

Les dégâts sont déjà importants

Certes, ce n'est pas encore du niveau de Tchernobyl, mais cette catastrophe - car c'en est bien une ! - montre bien les dangers énormes que l'industrie nucléaire fait peser sur nos têtes. D'ores et déjà la région autour de la centrale est contaminée par des radio-éléments pour de nombreuses années, et des spécialistes de l'industrie nucléaire prédisent une augmentation du nombre de cancers dans le coin pour les années à venir. Dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres les doses sont importantes, et les riverains sont soit évacués -ceux qui habitent à moins de 20 km-, soit plus ou moins confinés chez eux, avec distribution d'iode (complètement inutile face aux dizaines de radio-éléments autres que l'iode, tels le césium par exemple). Certains habitants ont reçu directement des retombées radioactives, et même ceux qui n'ont pas été contaminés, ou très peu, ne retourneront pas chez eux avant longtemps ! En outre, les travailleurs de la centrale sont littéralement sacrifiés pour éviter à tout prix l'accident majeur, prenant des doses de radiation qui leur ruinent définitivement la santé. Et plus grave encore sur le long terme : les réacteurs sont refroidis avec de l'eau pompée directement dans la mer, et rejetée de suite dans celle-ci, emportant plein de radio-éléments avec elle qui finiront dans le ventre des poissons...

Et en France, rien de nouveau

Sans surprise nos nucléocrates ont commencé par minimiser la situation, notamment par rapport au risque de séisme. Mais en France de nombreux réacteurs sont construits en zone sismique (Fessenheim par exemple) et pourraient donc très bien connaître une panne de circuit de refroidissement après un tremblement de terre. Une situation semblable est tout à fait possible dans notre pays. De plus, les réacteurs japonais sont assez similaires aux nôtres donc la propagande de l'époque Tchernobyl sur la « technologie soviétique » ne peut pas marcher. En outre, ce genre d'accidents peut aussi bien arriver quand la terre ne tremble pas, suite à d'autres raisons. Ainsi, à Three Miles Island (USA) en 1979, comme à Forsmarck (Suède) en 2006, le système de refroidissement à l'arrêt - encore lui ! - n'a pas non plus fonctionné. En Suède par exemple il s'agissait d'un incendie sur un transformateur qui a de ce fait cessé d'alimenter en électricité les pompes du circuit de refroidissement. Il en a résulté dans les deux cas une augmentation dangereuse de la température du cœur, ce qui à Three Miles Island a généré une bulle d'hydrogène, comme à Fukushima, mais qui n'a heureusement pas explosé. A Forsmark les générateurs diesels de secours ont été remis en marche à temps, à 7 minutes de la catastrophe...

Après Tchernobyl, les nucléocrates avaient insisté particulièrement sur les enceintes de confinement, absentes sur les centrales soviétiques, et qui auraient pu soi-disant empêcher la catastrophe. L'accident de fukushima ébranle sérieusement ce mythe. D'abord parce que l'étanchéité de ces enceintes n'est jamais parfaite. Ensuite, si la température est trop élevée il y a de la vapeur - radioactive - qui se forme, et s'il y en a trop il faut bien la relâcher dans l'atmosphère ; c'est ce qu'ils ont fait au Japon d'ailleurs depuis le début. La grande quantité de vapeur relâchée -en ouvrant volontairement des soupapes- est un signe de la difficulté à refroidir les réacteurs, comme le niveau de radioactivité de cette vapeur indique la détérioration des assemblages dans le cœur... Enfin, sur le réacteur n°2 l'explosion a endommagé l'enceinte ; et ceci entraîne logiquement des « rejets non filtrés » c'est à dire qu'on ne peut pas contrôler le niveau de radioactivité de ce qu'on relâche puisque la vapeur s'échappe comme elle veut. Mais de toute façon, si par chance la vapeur restait quand même dans l'enceinte, les radio-éléments finiraient par se déposer et au prochain grand nettoyage il y a fort à parier qu'on les rejetterait directement dans les fleuves ou dans la mer !

Et il n'y a pas que les problèmes de refroidissement pour causer des accidents graves. Par exemple la cuve du réacteur n°1 de la centrale du Tricastin est gravement fissurée, et pourtant il a reçu l'autorisation de l'ASN de pouvoir fonctionner encore 10 ans de plus ! Jusqu'à l'explosion du cœur ? Enfin, il se trouve que l'industrie nucléaire, tout comme les nuages radioactifs, ne connaît pas les frontières. La coopération Franco-Japonaise se porte bien dans le domaine nucléaire. Les constructeurs de centrales japonais possèdent des parts dans l'usine d'enrichissement du Tricastin Georges Besse 2. De plus, le japonais Mitsubishi s'est allié récemment avec Areva pour construire un nouveau réacteur nommé Atméa, qui est pressenti pour être construit vers la centrale du Tricastin.

Il est plus que temps d'exiger un arrêt immédiat du nucléaire !

Une remobilisation nécessaire

Ces dernières années, la contestation antinucléaire a semblé marquer le pas dans l'hexagone. Ce reflux a été mis à profit par des groupes politiciens se réclamant de l'écologie (les Verts), pour promouvoir une orientation fixant sur une durée 20 ou 30 ans, la pérennité et l'existence du premier programme électronucléaire au monde la puissance produite par habitant.
Nous pensons qu'il est raisonnable de faire le pari d'une remobilisation antinucléaire, comme cela semble être le cas outre-Rhin où rassemblements et manifestations se multiplient dans tout le pays en exigeant l'arrêt immédiat, définitif et sans condition des centrales. Raisonnable parce que possible et bien sûr nécessaire.
Ces dernières années, le nucléaire civil a été remis en selle, particulièrement en France, et semble avoir de nouveau le vent en poupe chez l'ensemble des gestionnaires du capitalisme.
Des projets grandioses, dont la réalisation dépendra de la possibilité des investissements financiers colossaux et des garanties des Etats, ont été élaborés, comme l'EPR en construction à Flamanville puis prévu à Penly (réacteur civil français dit de troisième génération) ou ITER à Cadarache (projet international de réacteur à fusion nucléaire) ou bien encore le projet Astrid (réacteur de 4e génération) lancé par le CEA dont il est prévu de réaliser le prototype à Marcoule si les financements sont au rendez-vous.
Dans le domaine militaire, si l'on assiste plutôt au développement d'armes miniaturisées pouvant être utilisées contre des populations aux quatre coins du monde, dans le cadre de "guerres préventives" et "d'opérations de police mondiale", la possession de bombes classiques demeure l'un des objectifs des Etats et les stocks de matières nucléaires constituent de réels dangers. Ici, la prolifération nucléaire se fait par l'incorporation progressive d'éléments radioactifs dans des bombes classiques, depuis la bombe à neutrons, les bombes anti-personnels, diverses bombes dites « sales » pouvant répandre des matières radioactives…
Les défenseurs de l'atome prétextent et se félicitent de la crise et de la raréfaction à terme des énergies fossiles pour encourager la reprise du nucléaire, ici en France et au niveau mondial, la société d'État AREVA se voulant la championne dans la nucléarisation («Dans le monde, on assiste à une forte progression de la demande d'énergie nucléaire avec la perspective d'environ 250 nouvelles centrales d'ici 20 ans», rapport Roussely sur l'avenir de la filière nucléaire français, juin 2010).
La lutte contre les gaz à effet de serre est devenu leur alibi au motif que le réacteur nucléaire n'en dégage pas, oubliant au passage toutes les étapes de la construction et du fonctionnement des installations nucléaires, celles de l'extraction de l'uranium au Niger ou en Australie à son utilisation dans les réacteurs, et la pollution thermique par les rejets gazeux et aqueux.
La farce grotesque du nouvel écologisme d'Etat (Grenelle de l'Environnement), compatible avec le développement capitaliste et productiviste, a donc placé le nucléaire du côté des "énergies propres", ouvrant la voie à la restructuration d'une filière électronucléaire "française" autour d'AREVA (avec EDF et Alsthom) malgré les surcoûts en investissements demandés par une technologie qui se révèle aussi hasardeuse qu'elle est incontrôlable et dangereuse.

Nous ne partons pas de rien

La ***Charte pour l'arrêt immédiat du nucléaire***, qui date de juin 2000 et qui fut élaborée par quelques collectifs antinucléaires hexagonaux dont Stop-Nogent, la Coordination limousine anti-déchets, le Collectif antinucléaire poitevin et des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs, affirmait que face au risque de catastrophe « il ne peut y avoir qu'une seule orientation pour le mouvement antinucléaire : l'arrêt immédiat de toutes les centrales en fonctionnement, l'abandon définitif de tout projet nouveau basé sur l'électronucléaire, ainsi que de tous les sites militaires nucléarisés ». La Charte replaçait en outre le nucléaire dans son contexte social : « Outre la catastrophe, le nucléaire nous fait courir un autre risque : celui de vivre de plus en plus dans une société hypercentralisée où aucun changement ne sera possible, avec absence totale de contrôle de tout un chacun, mais le règne absolu de ceux qui " savent ", scientifiques et technocrates, avec le legs des déchets aux générations futures. En tant qu'élément moderne du totalitarisme, le recours au nucléaire doit être abandonné d'urgence. » Le regroupement Stop-Nucléaire était constitué.

« Ni rose ni vert, arrêt immédiat du nucléaire ! »
Le 20 octobre 2001, lors d'une journée d'action à l'initiative du Réseau pour un avenir sans nucléaire dans 5 villes de France (Lille, Colmar, Lyon, Toulouse et Nantes) et qui réunit plus de 25 000 personnes, l'opposition aux Verts qui entendaient comme d'habitude profiter des rassemblements pour lancer leur campagne électorale pour Mamère, se manifesta sous les slogans et banderoles « Ni rose ni vert, arrêt immédiat du nucléaire » qui regroupèrent partout des milliers d'opposants et une grande partie du cortège à Nantes et à Toulouse (cf. le compte rendu de cette journée dans http://www.ainfos.ca/01/nov/ainfos00363), au prix parfois de quelques frictions avec les bureaucrates.
Quelques années plus tard, en janvier 2004, suite à une manifestation antinucléaire à Paris, se constitua la Coordination contre la société nucléaire (CCSN) qui publia en janvier 2006 son bulletin numéro un. La CCSN « œuvre pour une sortie immédiate et inconditionnelle du nucléaire » en s'opposant aux méthodes dites « réalistes » du Réseau-Lobby. Elle ne vise pas à acquérir une « pseudo-représentativité comme lobby en multipliant les signatures formelles, mais à défendre des idées et une critique que chacun puisse s'approprier par lui-même ». (Coordination contre la société nucléaire c/o cnt-ait, BP 46, 91103 Corbeil cedex
Plusieurs actions et interventions furent menées ensuite par cette coordination, comme en Normandie, dans la région rémoise, dans la Somme, les régions parisienne et lyonnaise. Son objectif : « Œuvrer à recréer un mouvement antinucléaire qui tente de peser sur la situation en ouvrant le débat et en avançant dans la compréhension des choses, en tentant de faire évoluer ces questions tout en s'opposant radicalement à la logique nucléariste. » Nous sommes là en pleine actualité !

L'exigence d'arrêt immédiat du nucléaire ne relève pas pour nous de la surenchère mais du réalisme le plus scrupuleux. Elle implique bien sûr un processus de rupture avec les logiques capitalistes, productivistes et étatiques. Cette perspective peut sembler difficile et incertaine et sa réalisation ne dépend pas que de nous.
Le nucléaire est en lui-même une catastrophe. Les projets de la filière électronucléaire française (AREVA, Alsthom mais aussi Bouygues et Vinci et des centaines d'entreprises plus petites) sont de l'étendre aux « pays émergents » solvables et à l'ensemble de la planète en diversifiant leur offre pour des pays plus pauvres. De son côté, le CEA travaille déjà, grâce à la recherche "publique", sur des projets pour l'après 2020…
Les explosions et fuites radioactives dans la centrale de Fukushima ont provoqué en nous – et nous ne sommes pas les seuls – une immense colère que nous devons laisser exploser partout. Cette colère contre les nucléocrates doit pouvoir rencontrer d'autres colères et s'inscrire dans la durée. Elles doivent pouvoir d'additionner et se transformer en une énergie et en une volonté collective d'agir et de poser publiquement, et le plus fortement possible, la nécessaire rupture immédiate et sans condition avec cette saloperie de catastrophe permanente. Il s'agit de parvenir à ouvrir des espaces pour mettre tout cela en discussion avec la population, là où nous sommes, là où nous habitons (et non par un référendum organisé et manipulé par les pronucléaires), des espaces de mobilisations larges mais sur des bases claires (où, par exemple, on exige sans détour la fermeture immédiate et la reconversion rapide de cette filière de la mort), afin d'en faire des brèches qui, en s'élargissant, pourront briser l'espèce de consensus fataliste qui s'est installé en faveur du nucléaire au fil de ces dernières années.

Contre le consensus pronucléaire et l'écologie capitalo-compatible

Si les sociétés capitalistes n'ont jamais eu autant besoin d'énergie pour faire fonctionner leurs usines, leurs banques, leurs quartiers d'affaires, leurs centres commerciaux et galeries marchandes, leurs réseaux de transport (dont les TGV particulièrement gourmands) et de communication, leurs armées et leurs engins de mort, sur terre, sur mer et même dans l'espace, il faut garder à l'esprit que l'énergie électrique ne représente que 6 % de l'énergie primaire mondiale et que le nucléaire n'en est encore qu'une infime partie (représentant 16%). En France, l'électricité ne représente que 12% de l'énergie consommée. Même si notre remise en cause du capitalisme et du productivisme qui suppose la remise à plat de ce qu'il est utile et souhaitable de produire et ce qui ne l'est pas, amènera, et c'en est heureux, à une réduction globale de nos modes de consommation et besoins en énergie, le chantage au retour à la bougie ne tient pas une seconde.
En restant sur le terrain des alternatives sans remettre en cause la boulimie énergétique actuelle, par exemple en proposant de remplacer l'atome par l'éolien ou le solaire comme énergie renouvelable, les écologistes d'Etat jouent le rôle de tartufes et de co-administrateurs de nos vies irradiées, toujours à une place que l'Etat leur a assigné : les boy-scouts et les agents recruteurs – souvent même pas rémunérés ! – de la nouvelle croisade d'un capitalisme repeint en vert.

C'est ainsi que s'expliquent les tractations, les compromis, les promesses destinées à ne pas être tenues et les jeux de lobbying les plus divers, qui culminent en période électorale mais qui se sont aussi installés dans certaines sphères du Réseau anti-nucléaire. Pour le PS, en bon gestionnaire loyal du capitalisme, il veut faire oublier son lointain moratoire sur la construction des centrales nucléaires, et ses divers candidats ou porte-parole déclarent, moins de 48 heures après la catastrophe de Fukushima, qu'ils ne sont « pas favorables aujourd'hui à un abandon du nucléaire » et Aubry, pour dire quelque chose, demande un « audit des centrales », comme hier (lors des élections de 2007) les socialistes se contentaient de préconiser « une extinction des centrales anciennes et les plus dangereuses », comme ce que tout le monde est amené à faire quotidiennement pour n'importe quel outil ou machine usagée ou obsolète… Demande que Fillon s'est empressé d'exaucer en demandant immédiatement un contrôle des centrales. Comme on le voit, le consensus pronucléaire – qui en rappelle d'autres – fonctionne à fond et est ouvertement revendiqué : le risque du nucléaire est aussitôt interprété et traduit par des mesures sécuritaires et la propagande qui va avec.

Quant aux Verts-Europe Ecologie, ils se sont engagés depuis longtemps maintenant pour une « sortie sur 30 ans » et il est vrai que leur participation au gouvernement de gauche n'a en rien pesé sur le maintien et le devenir du programme nucléaire français (leur chef de file et ministre Voynet signant même les décrets d'application pour un centre d'enfouissement de déchets, à Bure). En juin 2004, les élus Verts en s'abstenant au conseil régional de Basse Normandie ont permis le vote pour la construction de l'EPR de Flamanville, c'est-à-dire qu'ils ont légitimé la relance du programme nucléaire autour de ce projet central (appelé de troisième génération) et à partir duquel s'est mise en place la restructuration de toute la filière autour d'AREVA.

À l'"autre gauche", si l'on a pu noter des évolutions chez certains (qui parlent soudainement d'"écosocialisme"), il y a encore fort à faire ! Il existe encore du côté du PC, dans certains secteurs de la CGT (notamment à EDF et au CEA) et jusque dans certains groupes d'extrême gauche comme Lutte Ouvrière, des militants qui croient encore à la neutralité des techniques et moyens de production, aux bienfaits du développement inconsidéré des "forces productives" et exigent un «nucléaire sécurisé et durable». Dans son communiqué du 13 mars 2011, le PC demande plus de sûreté et de contrôle car «l'acceptabilité sociale de la filière nucléaire nécessite que celle-ci reste plus que jamais dans le domaine public», tandis qu'Arlette Laguiller déclare le 14 mars : «ce n'est pas l'énergie nucléaire en elle-même qui est en cause ! Une société humaine consciente et responsable de ses actes pourrait développer cette forme d'énergie au fur et à mesure qu'elle la maîtrise». Autrement dit, selon eux, si le nucléaire reste sous le contrôle du «domaine public» (ce qui est le cas puisqu'au moins AREVA et EDF sont des sociétés à capitaux publics !) ou s'il est développé dans une société socialiste, ce ne serait pas du tout pareil !

L'enjeu d'aujourd'hui n'est pas de se battre sur le terrain des pronucléaires, de savoir s'il faut choisir entre prolonger quelques vieilles centrales ou en construire de nouvelles et de remettre à plus tard la possibilité de s'éloigner ou de réduire la part de cette industrie dans la production d'électricité comme nous le proposent certains pseudo ou ex-écologistes dits "de gouvernement". La ligne de démarcation passe entre l'arrêt immédiat, sans condition et définitif du nucléaire, en France et partout, et l'ensemble des lobbies et intérêts économiques des complexes militaro-industriels aidés de leurs divers supporters politiques.

Gestions des risques et stratégie d'acceptabilité

Aux effets en terme de désastres et destructions propres à toutes les formes d'industrialisation, l'industrie nucléaire ajoute la radioactivité artificielle dont la durée peut s'étendre sur des millénaires. Les nucléocrates le savent et c'est pourquoi, loin de nier comme autrefois tous les dangers liés au nucléaire, ils comptent maintenant les banaliser («le risque zéro, n'existe pas !», communication abondante sur les multiples petits incidents et les contrôles réguliers) et ainsi préparer les populations à apprendre l'art de survivre en milieu contaminé, entre les joies du confinement et celles de la banalisation de l'état d'urgence et le quadrillage militaire du territoire.
Le risque nucléaire devenant la chose la plus partagée, il lui suffit ensuite d'être le mieux accepté (les exercices d'alerte et de simulation n'ont pas d'autres fonctions…) dans la logique de la sûreté nucléaire et de la gestion des risques, tout irradié potentiel devient donc, sans l'avoir nécessairement voulu et compris au départ, le complice de sa propre irradiation et de celle des autres, encadré par les uniformes kakis et les blouses blanches avec, pour seul horizon, les rangées de cercueils plombés, tout cela pour que le monde tel qu'il est puisse continuer de fonctionner, monde dans lequel le citoyen culpabilisé et infantilisé devient un participant actif de son obéissance aveugle aux ordres venus d'en haut et de sa soumission. Le nucléaire et l'administration de ses risques, c'est aussi cette logique invraisemblable d'acceptabilité qui peut s'installer insidieusement et se banaliser durablement si l'on n'y met pas un terme au plus vite.

La dépendance à l'égard du nucléaire : un mythe utile

La fin du nucléaire est possible d'abord parce que les 78% de l'électricité produite par cette filière en France est une exception mondiale qui trouve son origine dans la singularité d'une histoire économique de l'après-guerre qui a vu naître et croître, à coup de financements publics, une industrie d'État étroitement liée au secteur de l'armement et du nucléaire militaire : la filière électronucléaire. Dans la plupart des autres pays industrialisés, la part du nucléaire dans la production d'électricité oscille entre 0 et 30%. La dépendance supposée à l'égard de cette industrie est donc une construction et un instrument de légitimation auquel s'ajoute la propagande pro-nucléaire entretenant volontairement la confusion entre électricité et énergie. Elle est aussi le fait d'une surproduction organisée, pour l'exportation et afin de rentabiliser la filière, avec parallèlement une sous-production continuelle d'électricité à partir des autres ressources, notamment les centrales thermiques au charbon et au fioul.

C'est aussi un argument commercial pour vendre des centrales à l'export (et les contrats d'entretien et le combustible qui vont avec !) et faire d'AREVA la première entreprise du secteur au niveau mondial.

C'est aussi légitimer un "modèle" productif centralisé qui gaspille une grosse partie de ce qu'il produit : de grandes unités, elles-mêmes grosses consommatrices d'énergie, interconnectées au niveau continental par un réseau de câbles de Haute tension et de THT (qui génère des pertes d'électricité considérables). Alors qu'il est tout à fait possible, sans prétendre par là changer radicalement l'ordre du monde, de concevoir des petites unités productives locales, maîtrisés par la population (à travers des formes de coopératives publiques ou communales par exemple, comme pour les captages, la distribution et l'épuration de l'eau) et utilisant d'autres ressources – y compris thermiques et hydroélectriques... que l'on sait rendre moins polluantes maintenant – sans les gaspiller. Il ne s'agit pas là de suggérer des alternatives clés en main mais de montrer que le "modèle" productif du nucléaire n'est pas inévitable, qu'en plus de sa dangerosité manifeste, cette industrie cherche en permanence à s'autojustifier, en masquant son gigantisme, son peu de rentabilité (d'où les augmentations continuelles du prix du kWh pour les consommateurs) et son caractère centralisé, c'est-à-dire administrable uniquement par des formes de pouvoir et de surveillance eux-mêmes centralisés et donc intrinsèquement sécuritaires, policiers et coercitifs.

En quelques semaines, en quelques mois, il est possible techniquement, et plus que souhaitable socialement et politiquement, d'arrêter les réacteurs, de les débrancher, de décontaminer les centrales et de les mettre définitivement hors d'état de nuire. L'électricité, de même que l'ensemble de ce que nous produisons, ainsi que les manières de le faire, sont des questions fondamentales : il est temps que l'on s'en occupe directement, il est temps que l'on décide de ce qui importe véritablement, de ce qui est nécessaire, utile et souhaitable et ce qui ne l'est pas.

C'est la structure même du mode de production, d'échanges, de transports et de consommation de nos sociétés qui génère des "besoins" croissants en électricité parce que les "besoins" sont toujours créés par une "offre" préalable: c'est dans les TGV et les aéroports, les galeries marchandes, les hypermarchés, les systèmes de réfrigération de l'industrie alimentaire et les sièges sociaux des grandes entreprises, les banques, les milliers d'ordinateurs et de serveurs qui tournent 24h/24 avec les équipements de climatisation nécessaires, la liste est longue… ; c'est là, dans ce gâchis que peut être réduite la plus grosse partie de l'électricité produite et consommée et pas dans les gestes « citoyens » d'économies de bouts de chandelle ou dans les supposées vertus morales de la "simplicité volontaire".

L'arrêt immédiat et définitif est la seule solution acceptable, et en plus, c'est possible !

On l'a toujours dit : le nucléaire est un choix de

société. Sa remise en cause en acte n'est envisageable que par la réappropriation des capacités d'agir et de décider sur les fondamentaux d'une société qui ne sont rien d'autre que les conditions même d'existence des êtres qui la constitue : les finalités de la production et l'ensemble des conditions et moyens (techniques, matériaux, sociaux, humains) que l'on souhaite ou juge nécessaire de mettre en œuvre.

Sur le nucléaire comme sur le reste, il ne s'agit pas seulement d'avoir des idées justes et rationnellement construites à opposer à celles qui le seraient pas ou moins et d'essayer de convaincre ou de faire «prendre conscience». Tout cela est bien sûr nécessaire mais loin d'être suffisant.

Il s'agit surtout d'un rapport de force avec le capital et sa filière de l'électronucléaire. Rappelons que les centrales ont été imposées au mépris des populations et le plus souvent par l'occupation militaire du territoire et à coup de grenades offensives lancées par les gardes mobiles lors des luttes de sites des années 70-80. Ce n'est donc pas avec des pétitions, des appels à un référendum, un bulletin de vote pour des candidats dont les objectifs sont principalement de gérer le système, que l'on y parviendra. C'est **un rapport de force direct, construit localement, décentralisé et coordonné au niveau hexagonal et au-delà** qu'il faut avoir à l'esprit. Plus précisément, il s'agit de parvenir à des mobilisations telles qu'elles inaugurent de nouvelles situations politiques contenant au moins deux effets complémentaires : rendre injustifiable la poursuite du nucléaire et, à partir de ce premier coup porté à l'imaginaire capitaliste et productiviste, provoquer la modification des conditions subjectives, les manières de penser et de voir au-delà des convaincus de toujours. Et c'est là que les manières d'envisager les luttes produisent des effets de sens, de signification, de contenu. Le rejet du nucléaire par une lame de fond, par des manifestations massives, par la diversité des initiatives de rejet, par des actions de blocages et des désobéissances de toutes sortes, par tout un processus de luttes quotidiennes, peut créer ce type de situation inédite dans laquelle ces questions commenceraient à émerger, à être discutées et à trouver des débuts de réponses, une situation où, comme on dit, l'impensable devient pensable, donc possible. En quelques semaines, en quelques mois, il est possible de dire adieu au nucléaire et de commencer à changer le cours du monde. C'est une question de volonté, que l'on soit au Caire, à Tunis, ou au cœur du Vieux Continent !

Et même si le capitalisme devait renoncer au nucléaire pour survivre – car contrairement à une idée répandue par ces discours nous expliquant qu'on n'a pas le choix, que nous sommes déterminés par toute une série de facteurs objectifs qui nous entravent, c'est tout l'inverse : le capitalisme a cette capacité de s'adapter continuellement, de rebondir, de se détourner de certaines impasses, d'inventer et de créer des choses nouvelles – ce serait tout de même une victoire non négligeable car il s'agirait là d'un résultat obtenu au terme d'une lutte. Ce qui n'est pas la même chose, si l'on raisonne en terme de rapport de force, pour engager d'autres bagarres, pour aller plus loin encore. Ce qui n'est pas la chose non plus qu'une fin du nucléaire qui serait octroyée en "réparation" ou dédommagement pour des millions de morts !

Nous devons tout faire pour favoriser une montée en puissance de la contestation sur le refus total du nucléaire. Le «Plus jamais ça !» de ce printemps 2011 doit, cette fois, renverser l'ordre productiviste des choses et mettre les apprentis sorciers nucléocrates d'abord sur la défensive, ensuite hors d'état de nuire.

Multiplier les manifestations, par exemple lors du week-end de Pâques (25ème anniversaire de Tchernobyl) en prenant pour **cible et lieux de rassemblements tous les sites de la production du nucléaire** (centrales, usines d'enrichissement et production du combustible, zone de stockage des déchets, centres de recherches, locaux d'AREVA...).

Pour cela nous devons aussi pousser à **la convergence des luttes les plus immédiatement complémentaires.** Ainsi la multiplication des TGV et la construction de nouvelles LGV que l'État, la SNCF, Alsthom (tiens, tiens !) et les Conseils Régionaux veulent nous imposer, n'est possible que grâce à l'électronucléaire qui est présentée comme une «offre» abondante et inépuisable d'électricité, et, en retour, le nucléaire trouve matière à se justifier par une hausse continuelle de la «demande» de consommation électrique... La conjonction logique et donc souhaitable des luttes contre les LGV et celles exigeant la fin du nucléaire s'impose avec d'autant plus d'évidence que c'est précisément ainsi que peut être démontée et combattue cette spirale infernale, comment elle s'est mise en place, quels mythes elle véhicule et reproduit sans cesse, comment elle s'autoalimente, et donc d'être à même d'y mettre un terme. Dans certains départements français, les projets délirants d'exploiter les gaz de schiste par gaspillage de l'eau et injection massive de produits toxiques dans le sous-sol, commence à rencontrer un « front du refus » presque général. Là aussi, l'élargissement de la lutte contre les diverses facettes du modèle productiviste est complètement à l'ordre du jour. **L'addition et la mise en commun de ces luttes sont la condition de la victoire de chacune.**

Il n'y a pas de fatalité : ce que les hommes et les femmes ont fait, ils peuvent le défaire. Ce qu'ils et elles ne veulent pas, personne ne peut leur imposer. Ce qu'ils et elles ont inventé dans un domaine, ils peuvent l'oublier (malgré les déchets radioactifs laissés en héritage pour des générations), en faire un sujet d'études historiques et inventer autre chose, non pas en terme d'ingénierie, de nouvelle pseudo technologie «miracle», mais déjà sur la manière de concevoir une autre vie en société. Tout est possible.

Ce sont nos existences même qui sont en jeu. Comme nous n'avons pas de vie de rechange, les défendre, c'est changer les règles du jeu... ou passer à un autre jeu. Par quelque bout qu'on le prenne, nous avons un monde, dangereux et vieillissant, à abattre. Et un autre à gagner, à construire.

Le 23 mars 2011

Comme les nuages radioactifs, le nucléaire ne connaît pas les frontières

Le gouvernement français a décidé de faire du nucléaire «français» la première filière productrice et exportatrice de technologie, de carburant et de construction de centrales au monde autour d'AREVA. Mais la compétition entre les entreprises n'empêche pas la coopération. L'industrie nucléaire, comme les nuages radioactifs, ne connaît pas les frontières.

Comme AREVA, les entreprises japonaises cherchent aussi à construire des centrales à l'exportation, en Inde, au Vietnam...

Ainsi, la coopération franco-japonaise se porte très bien dans ce domaine, en Recherche et Développement) comme en investissements économiques ou en échanges commerciaux.

L'ambassade de France à Tokyo a d'ailleurs un «Service Nucléaire» très fourni, géré et financé directement par le CEA (l'ambassadeur lui-même est un ancien administrateur d'AREVA) qui sert de «veille» technologique et économique et de point d'articulation entre les autorités politiques et les entreprises du nucléaire des deux pays. Les constructeurs de centrales japonais possèdent des parts dans la holding qui gère l'usine Georges Besse II d'enrichissement du Tricastin (vallée du Rhône) du groupe AREVA. Le japonais Mitsubishi s'est également allié récemment avec AREVA pour le projet de construire un nouveau réacteur de «moyenne puissance» (1100 MW) nommé Atméa, censé compléter l'offre à côté de l'EPR, devenu très coûteux et difficile à vendre. Notons aussi une participation japonaise à ITER (Cadarache)... Et c'est AREVA qui a vendu le combustible MOX (mélange encore plus dangereux que l'uranium) qu'elle fabrique dans l'usine Melox à Marcoule et qui transite par La Hague, à la centrale de Fukushima, avant de s'empresser de rapatrier tout son personnel en France !

AREVA fait des profits en provoquant des cancers mais veut aussi en faire en proposant de les soigner !

Le groupe industriel du nucléaire ne produit pas que des centrales, du combustible et l'extraction d'uranium depuis 2009, il a développé une filiale médicale, AREVA Med. Le groupe compte sur l'uranium pour produire de nouveaux traitements contre certains cancers, et notamment sur un isotope radioactif dénommé plomb-212 extrait à partir du thorium. L'unité de production a été installée début 2010 à Bessines dans le Limousin, dans le site d'une ancienne carrière d'uranium.

Le début de la production est prévu pour 2013. AREVA Med peut compter sur la bienveillance de l'État. Un accord de recherche et de collaboration a été signé avec l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM), portant sur le développement de ces «traitements innovants» pour combattre le cancer. Le programme de recherche AREVA/INSERM sera mené par le Département de Radiobiologie de l'Institut de Recherche en Cancérologie de Montpellier (IRCM). Au moins ici, la «recherche» est sauvée ! Mieux encore, cette filiale médicale d'AREVA, va tester ces produits sur des patients étatsuniens. La FDA (Food and Drug Administration) l'autorité sanitaire de ce pays, a délivré au mois de janvier 2011 à AREVA Med, implantée aussi aux Etats-Unis, l'autorisation de démarrer les essais cliniques.